

RAPPORT DU COMMISSAIRE AUX COMPTES SUR LES COMPTES ANNUELS

Période du 01/01/2023 au 31/12/2023

FONDATION VINCENT DE PAUL

15 rue de la Toussaint

67000 STRASBOURG

Fondation Vincent de Paul
RAPPORT DU COMMISSAIRE AUX COMPTES
SUR LES COMPTES ANNUELS

Exercice clos le 31/12/2023

Aux membres du Conseil d'Administration de la Fondation Vincent de Paul,

Opinion

En exécution de la mission qui m'a été confiée par votre conseil d'administration, j'ai effectué l'audit des comptes annuels de la Fondation Vincent de Paul relatifs à l'exercice clos le 31 décembre 2023, tels qu'ils sont joints au présent rapport.

Je certifie que les comptes annuels sont, au regard des règles et principes comptables français, réguliers et sincères et donnent une image fidèle du résultat des opérations de l'exercice écoulé ainsi que de la situation financière et du patrimoine de la fondation à la fin de cet exercice.

Fondement de l'opinion

Référentiel d'audit

J'ai effectué mon audit selon les normes d'exercice professionnel applicables en France. J'estime que les éléments que j'ai collectés sont suffisants et appropriés pour fonder mon opinion.

Les responsabilités qui m'incombent en vertu de ces normes sont indiquées dans la partie « Responsabilités du commissaire aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels » du présent rapport.

Indépendance

J'ai réalisé ma mission d'audit dans le respect des règles d'indépendance prévues par le code de commerce et par le code de déontologie de la profession de commissaire aux comptes, sur la période du 1^{er} janvier 2023 à la date d'émission de mon rapport.

Observations

Sans remettre en cause l'opinion exprimée ci-dessus, j'attire votre attention sur les points exposés dans « Faits essentiels de l'exercice ayant une incidence comptable » expliquant l'origine du déficit de l'exercice.

Justification des appréciations

En application des dispositions des articles L. 823-9 et R.823-7 du code de commerce relatives à la justification de mes appréciations, je vous informe que les appréciations les plus importantes auxquelles j'ai procédé, selon mon jugement professionnel, ont porté sur le caractère approprié des principes comptables appliqués et sur la présentation des comptes, notamment pour ce qui concerne :

- les dotations ou produits de tarification perçus ou à percevoir ;
- le suivi des fonds associatifs et en particulier les résultats sous contrôle de tiers financeurs ;
- le suivi des fonds dédiés ;
- les subventions perçues ou à percevoir.

Les appréciations ainsi portées s'inscrivent dans le contexte de l'audit des comptes annuels pris dans leur ensemble et de la formation de mon opinion exprimée ci-avant. Je n'exprime pas d'opinion sur des éléments de ces comptes annuels pris isolément.

Vérifications spécifiques

J'ai également procédé, conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, aux vérifications spécifiques prévues par les textes légaux et réglementaires.

Je n'ai pas d'observation à formuler sur la sincérité et la concordance avec les comptes annuels des informations données dans le rapport de gestion du Bureau du Conseil d'Administration et dans les autres documents sur la situation financière et les comptes annuels adressés aux membres du Conseil d'Administration.

Responsabilités de la direction et des personnes constituant le gouvernement d'entreprise relatives aux comptes annuels

Il appartient à la direction d'établir des comptes annuels présentant une image fidèle conformément aux règles et principes comptables français ainsi que de mettre en place le contrôle interne qu'elle estime nécessaire à l'établissement de comptes annuels ne comportant pas d'anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs.

Lors de l'établissement des comptes annuels, il incombe à la direction d'évaluer la capacité de la fondation à poursuivre son exploitation, de présenter dans ces comptes, le cas échéant, les informations nécessaires relatives à la continuité d'exploitation et d'appliquer la convention comptable de continuité d'exploitation, sauf s'il est prévu de liquider la fondation ou de cesser son activité.

Les comptes annuels ont été arrêtés par le Conseil d'Administration.

Responsabilités du commissaire aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels

Il m'appartient d'établir un rapport sur les comptes annuels. Mon objectif est d'obtenir l'assurance raisonnable que les comptes annuels pris dans leur ensemble ne comportent pas d'anomalies significatives. L'assurance raisonnable correspond à un niveau élevé d'assurance, sans toutefois garantir qu'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel permet de systématiquement détecter toute anomalie significative. Les anomalies peuvent provenir de fraudes ou résulter d'erreurs et sont considérées comme significatives lorsque l'on peut raisonnablement s'attendre à ce qu'elles puissent, prises individuellement ou en cumulé, influencer les décisions économiques que les utilisateurs des comptes prennent en se fondant sur ceux-ci.

Comme précisé par l'article L.823-10-1 du code de commerce, notre mission de certification des comptes ne consiste pas à garantir la viabilité ou la qualité de la gestion de votre fondation.

Dans le cadre d'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, le commissaire aux comptes exerce son jugement professionnel tout au long de cet audit. En outre :

- il identifie et évalue les risques que les comptes annuels comportent des anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs, définit et met en œuvre des procédures d'audit face à ces risques, et recueille des éléments qu'il estime suffisants et appropriés pour fonder son opinion. Le risque de non-détection d'une anomalie significative provenant d'une fraude est plus élevé que celui d'une anomalie significative résultant d'une erreur, car la fraude peut impliquer la collusion, la falsification, les omissions volontaires, les fausses déclarations ou le contournement du contrôle interne ;
- il prend connaissance du contrôle interne pertinent pour l'audit afin de définir des procédures d'audit appropriées en la circonstance, et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne ;
- il apprécie le caractère approprié des méthodes comptables retenues et le caractère raisonnable des estimations comptables faites par la direction, ainsi que les informations les concernant fournies dans les comptes annuels ;
- il apprécie le caractère approprié de l'application par la direction de la convention comptable de continuité d'exploitation et, selon les éléments collectés, l'existence ou non d'une incertitude significative liée à des événements ou à des circonstances susceptibles de mettre en cause la capacité de la fondation à poursuivre son exploitation. Cette appréciation s'appuie sur les éléments collectés jusqu'à la date de son rapport, étant toutefois rappelé que des circonstances ou événements ultérieurs pourraient mettre en cause la continuité d'exploitation. S'il conclut à l'existence d'une incertitude significative, il attire l'attention des lecteurs de son rapport sur les informations fournies dans les comptes annuels au sujet de cette incertitude ou, si ces informations ne sont pas fournies ou ne sont pas pertinentes, il formule une certification avec réserve ou un refus de certifier ;

- il apprécie la présentation d'ensemble des comptes annuels et évalue si les comptes annuels reflètent les opérations et événements sous-jacents de manière à en donner une image fidèle.

Fait à Schiltigheim,
Le 4 juin 2024



Pierre MARX
Commissaire aux comptes
Membre de la Compagnie Régionale de Colmar

Bilan

	Brut	Amortissements Dépréciations	Net au 31/12/23	Net au 31/12/22
ACTIF IMMOBILISE				
Immobilisations incorporelles				
Frais d'établissement	240 770	170 817	69 953	3 753
Frais de recherche et de développement	897 261	179 452	717 809	897 261
Concessions, brevets et droits assimilés	13 865 706	9 237 263	4 628 443	3 317 698
Autres immob. incorporelles / Avances et acom	318 871		318 871	659 129
Immobilisations corporelles				
Terrains	2 242 222	458 554	1 783 668	1 618 576
Constructions	127 961 157	69 784 105	58 177 052	58 332 433
Installations techniques, matériel et outillage	52 858 948	42 986 231	9 872 717	9 924 826
Autres immobilisations corporelles	23 926 234	16 587 047	7 339 187	7 023 116
Immob. en cours / Avances et acomptes	4 806 723		4 806 723	2 876 929
Immobilisations financières				
Participations et créances rattachées	1 803 943		1 803 943	1 845 010
TIAP & autres titres immobilisés	3 761 688		3 761 688	859 437
Prêts	4 439 170		4 439 170	4 042 650
Autres immobilisations financières	2 320 875		2 320 875	2 675 751
Total I	239 443 566	139 403 469	100 040 097	94 076 568
ACTIF CIRCULANT				
Stocks				
Matières premières et autres approv.	2 232 019		2 232 019	2 467 818
Avances et acomptes versés sur commandes	55 651		55 651	51 877
Créances				
Usagers et comptes rattachés	25 096 034	734 486	24 361 549	23 495 701
Autres créances	7 027 797	495 208	6 532 589	7 023 993
Total intermédiaire	32 179 482	1 229 693	30 949 788	30 571 571
Divers				
Valeurs mobilières de placement	3 318 081	5	3 318 076	3 318 047
Disponibilités	37 521 789		37 521 789	47 361 955
Charges constatées d'avance	697 947		697 947	459 884
Total II	75 949 317	1 229 698	74 719 619	84 179 275
TOTAL GENERAL (I+II+III+IV+V)	315 392 883	140 633 167	174 759 716	178 255 843



Bilan

	Net au 31/12/23	Net au 31/12/22
FONDS PROPRES		
Fonds propres sans droit de reprise	38 696 173	38 683 641
Première situation nette établie	29 589 511	29 589 511
Fonds statutaires	2 452 224	2 439 692
Autres fonds propres sans droit de reprise	6 654 438	6 654 438
Fonds propres avec droit de reprise	-2 417 641	-535 631
Autres fonds propres avec droit de reprise	-2 417 641	-535 631
Réserves	41 471 450	39 568 374
Réserves pour projet de l'entité	41 471 450	39 568 374
Report à nouveau	1 082 226	2 841 675
Excédent ou déficit de l'exercice	-8 084 660	-1 725 851
Situation nette (sous-total)	70 747 548	78 832 207
Subventions d'investissement	16 683 965	17 251 179
Provisions réglementées	283 769	283 769
Total I	87 715 282	96 367 155
FONDS REPORTES ET DEDIES		
Fonds reportés liés aux legs ou donations	630 861	217 026
Fonds dédiés	14 168 518	14 002 692
Total II	14 799 380	14 219 718
PROVISIONS		
Provisions pour risques	975 434	1 079 888
Provisions pour charges	4 504 523	4 473 773
Total III	5 479 958	5 553 660
DETTES		
Emprunts	19 135 577	17 496 084
Découverts et concours bancaires	1 354	886
Emprunts et dettes auprès des établissements de crédits	19 136 931	17 496 970
Emprunts et dettes financières diverses	5 391 260	4 224 171
Dettes fournisseurs et comptes rattachés	15 974 224	13 342 696
Dettes fiscales et sociales	25 228 068	25 681 284
Dettes sur immobilisations et comptes rattachés	407 209	635 097
Autres dettes	516 983	542 377
Produits constatés d'avance	110 422	192 714
Total IV	66 765 097	62 115 309
TOTAL GENERAL (I+II+III+IV+V)	174 759 716	178 255 843



Compte de résultat

	du 01/01/23 au 31/12/23 12 mois	%	du 01/01/22 au 31/12/22 12 mois	%	Variation absolue (montant)	Var. abs. (%)
PRODUITS D'EXPLOITATION						
Ventes de biens et de services	10 545 883		11 709 409		-1 163 527	-9,94
Ventes de biens	3 776 659	19,66	3 566 203	18,16	210 455	5,90
Ventes de prestations services	6 769 224	35,24	8 143 206	41,46	-1 373 982	-16,87
Produits de tiers financeurs	239 851 458		226 813 114		13 038 343	5,75
Concours publics et subventions d'exploitation	239 194 711	NS	226 601 027	NS	12 593 684	5,56
Ressources liées à la générosité du public	656 747	3,42	212 087	1,08	444 659	209,66
Repr. / amort., dépréc., prov. et transfe	1 591 021		4 700 835		-3 109 814	-66,15
Repr. / amort., dépréc., prov. et transferts de ch	1 591 021	8,28	4 700 835	23,93	-3 109 814	-66,15
Utilisation des fonds dédiés	953 702	4,97	730 735	3,72	222 967	30,51
Utilisation des fonds dédiés	953 702	4,97	730 735	3,72	222 967	30,51
Autres produits	1 768 016	9,20	1 992 819	10,15	-224 803	-11,28
Autres produits	1 768 016	9,20	1 992 819	10,15	-224 803	-11,28
Total I	254 710 079	NS	245 946 913	NS	8 763 167	3,56
CHARGES D'EXPLOITATION						
Autres achats et charges externes	83 905 811	436,84	76 127 506	387,60	7 778 305	10,22
Aides financières	1 535	0,01	2 011 016	10,24	-2 009 481	-99,92
Impôts, taxes et versements assimilés	12 604 066	65,62	11 904 812	60,61	699 254	5,87
Salaires et traitements	112 954 140	588,07	106 047 959	539,94	6 906 181	6,51
Charges sociales	41 463 788	215,87	38 061 319	193,79	3 402 469	8,94
Dotations aux amortissements et aux dépréciati	10 282 238	53,53	9 357 084	47,64	925 154	9,89
Dotations aux provisions	483 862	2,52	436 214	2,22	47 648	10,92
Reports en fonds dédiés	1 533 363	7,98	1 613 080	8,21	-79 716	-4,94
Autres charges	754 513	3,93	590 498	3,01	164 015	27,78
Total II	263 983 316	NS	246 149 487	NS	17 833 829	7,25
1. RESULTAT D'EXPLOITATION (I-II)	-9 273 236	-48,28	-202 574	-1,03	-9 070 662	NS
PRODUITS FINANCIERS						
Autres intérêts et produits assimilées	179 556	0,93	109 402	0,56	70 154	64,13
Produits nets / cessions de valeurs mob. de pla	10 964	0,06	9 860	0,05	1 104	11,20
Total III	190 520	0,99	119 262	0,61	71 258	59,75
CHARGES FINANCIERES						
Intérêts et charges assililées	537 734	2,80	403 129	2,05	134 604	33,39
Total IV	537 734	2,80	403 129	2,05	134 604	33,39
2. RESULTAT FINANCIER (III-IV)	-347 214	-1,81	-283 868	-1,45	-63 346	22,32
3. RESULTAT COURANT avant impôts (I-II	-9 620 450	-50,09	-486 442	-2,48	-9 134 008	NS
PRODUITS EXCEPTIONNELS						
Sur opérations de gestion	1 203 724	6,27	1 374 564	7,00	-170 840	-12,43
Sur opérations en capital	161 040	0,84	117 933	0,60	43 107	36,55
Reprises provisions, dép., et transferts de charg	1 110 940	5,78	1 023 687	5,21	87 253	8,52
Total V	2 475 704	12,89	2 516 184	12,81	-40 480	-1,61
CHARGES EXCEPTIONNELLES						
Sur opérations de gestion	797 359	4,15	3 614 412	18,40	-2 817 053	-77,94
Sur opérations en capital	109 588	0,57	31 174	0,16	78 414	251,54
Dot. amortissements, aux dépréciations et provi	32 967	0,17	110 007	0,56	-77 040	-70,03
Total VI	939 914	4,89	3 755 593	19,12	-2 815 679	-74,97
4. RES	1 535 790	8,00	-1 239 409	-6,31	2 775 200	-223,91
Total des produits (I + II + V)	257 376 304	NS	248 582 358	NS	8 793 945	3,54
Total des charges (III + IV + VI + VII + VI	265 460 964	NS	250 308 210	NS	15 152 754	6,05



Compte de résultat

	du 01/01/23 au 31/12/23 12 mois	%	du 01/01/22 au 31/12/22 12 mois	%	Variation absolue (montant)	Var. abs. (%)
EXCEDENT OU DEFICIT	-8 084 660	-42,09	-1 725 851	-8,79	-6 358 809	368,44
CONTRIBUTIONS VOLONTAIRES EN NA						
TOTAL						
CHARGES DES CONTRIBUTIONS VOLO						
TOTAL						



Synthèse de l'annexe

	Applicable	Non applicable	Non significatif
Faits caractéristiques	X		
Règles et méthodes comptables	X		
Notes sur le bilan			
- Actif immobilisé	X		
- Détail des immobilisations		X	
- Estimation du portefeuille de TIAP		X	
- Liste des filiales		X	
- Détail des amortissements		X	
- Etat des échéances des créances	X		
- Etat des échéances des dettes	X		
- Dettes garanties par des suretés réelles	X		
- Tableau de variation des fonds propres	X		
- Subvention d'investissement	X		
- Provisions pour risques et charges	X		
- Charges constatées d'avance	x (Détail)		
- Produits constatés d'avance	x (Détail)		
- Produits à recevoir	x (Détail)		
- Charges à payer	x (Détail)		
Notes sur le compte de résultat			
- Ventilation des ressources nettes	X		
- Honoraires des commissaires aux comptes	X		
- Subventions d'exploitation		X	
- Fonds dédiés	X		
- Résultat financier		X	
- Eléments exceptionnels		X	
- Analyse du résultat		X	
Autres informations			
- Tableau des effectifs	X		
- Rémunération des dirigeants		X	
- Engagements financiers donnés	X		
- Engagements financiers reçus	X		
- Crédit-bail		X	
- Crédit-bail (Etat simplifié)		X	
- Engagement retraite	X		
- Contributions volontaires		X	
- Suivi des legs et donations		X	
- Suivi des dons restant à vendre		X	
- Legs autorisés à réaliser		X	
- Fonds dédiés sur générosité du public		X	
- CROD / Emploi ressource	X		



Introduction

Objet social, nature et périmètre des activités, moyens mis en œuvre

Créée par les Sœurs de la Charité de Strasbourg, la Fondation Vincent de Paul a été reconnue d'utilité publique par Décret en Conseil d'État du 26 décembre 2000 pour exercer quatre missions en Alsace et en Lorraine.

Dans ses statuts, le but de la Fondation Vincent de Paul est défini par « l'accueil des pauvres, des malades, des démunis, le développement de ses activités de soins, d'éducation, de formation, et la prise en charge des personnes âgées, la recherche de réponses innovantes aux besoins des personnes fragilisées notamment en s'ouvrant à la dimension internationale des pauvretés. ».

Les quatre missions se développent dans le cadre d'établissements agréés ou installés, par arrêtés de l'État (Préfet, Agence Régionale de Santé, Protection Judiciaire de la Jeunesse), et / ou des Conseils Départementaux, au service des malades, des jeunes, des personnes âgées, des personnes en difficulté et des étudiants. Les communes et la taxe d'apprentissage contribuent également aux financements des activités de la Fondation.

La Fondation Vincent de Paul est donc structurée en quatre secteurs d'activité :

- Enfance (plus de 1 000 lits et places) : MECS (Maisons d'Enfants à Caractère Social), ITEP (Institut Thérapeutique, Educatif et Pédagogique), SESSAD (Service d'Education Spéciale et de Soins A Domicile), IME (Institut Médico Educatif), SERAD (Service Educatif Renforcé d'Accompagnement à Domicile), Maison d'éducation maternelle, accueil d'urgence, services pour Mineurs Non Accompagnés, assistants familiaux, équipe mobile, CEF (Centre Educatif Fermé), service de pédopsychiatrie.
- Solidarité (350 bénéficiaires) : IMLR (Intermédiation Locative Réfugiés), CADA (Centre d'Accueil de Demandeurs d'Asile), LAM (Lits d'Accueil Médicalisés), LHSS (Lits Halte Soins Santé).
- Personnes Agées (1 100 lits et places) : EHPAD (Etablissement d'Hébergement pour Personnes Agées Dépendantes), résidence autonomie.
- Sanitaire : le Groupe Hospitalier Saint Vincent (67 – Strasbourg) – ESPIC gérant 515 lits et places (MCO, SSR, HAD, dialyse urgences) dont des filières de soins en maladies métaboliques, cancérologie, gériatrie et soins palliatifs, et gère aussi un Institut de Formation en Soins infirmiers (370 étudiants).

Pour la bonne prise en charge de ses usagers, ce sont plus de 2 700 salariés en CDI, 156 médecins libéraux et 200 bénévoles qui travaillent au quotidien dans la cinquantaine de sites de la Fondation Vincent de Paul.



Faits caractéristiques

Faits essentiels de l'exercice ayant une incidence comptable

L'année 2023 voit la Fondation Vincent de Paul fragilisée économiquement.

En effet, les mauvais résultats économiques historiques de la Fondation qui affiche un résultat économique consolidé de -8,1 millions d'€ sur 265 millions d'€ de charges agrégées, soit 3% du total des charges, font apparaître des différences notables entre secteurs et au sein de chaque secteur selon les financeurs. Malgré tout, l'activité est au rendez-vous, la sécurité et la qualité de la prise en charge sont assurées, mais il nous manque des perspectives politiques nationales de trajectoires financières qui font cruellement défaut.

Ce déficit 2023 important intervient après un déficit mesuré en 2022 et deux excédents comptables records en 2021 et 2020 de 5,8 m€ et de 8,4 m€.

La pénurie de personnels dans tous les métiers, soignants, éducatifs, sociaux et administratifs a mis à nouveau en 2023 en tension les équipes et les directions. Le phénomène est national et la Fondation n'y échappe pas. Mais la situation a été beaucoup plus critique dans certains bassins d'emploi (zone frontalière luxembourgeoise) et pour certaines qualifications (infirmière et aide-soignante) en particulier dans le secteur Personnes Âgées.

La question de la juste rémunération de nos activités, de notre engagement dans les missions de service public et d'un reste à charge encadré pour les bénéficiaires a été centrale également.

Prioritairement, maintenir une prise en charge globale sans faille pour nos bénéficiaires, personnes malades, personnes âgées, enfants et personnes en grande précarité alors même que des tensions budgétaires se faisaient jour. Les résultats historiquement bas de certains de nos établissements ne pourront pas perdurer sans réponse de la part des autorités de tarification sans mettre en péril l'ensemble de la Fondation.

Le Groupe Hospitalier Saint Vincent présente un déficit comptable de près de - 7,7 m€, représentant 5 % du total des produits, se situant au niveau de l'EPRD 2023 approuvé par l'ARS Grand Est (- 7,7 m€). Il trouve principalement son origine à travers :

- La non-reconduction de financements exceptionnels perçus en 2022 et non reconduits en 2023 à hauteur de 2 m€,
- Un impact négatif de 1 081 k€ lié du fait que nous n'avons pas obtenu la totalité des crédits au titre de la garantie de financement à 100 % en raison d'un développement d'activité essentiellement en ambulatoire et en hôpital de jour au détriment de l'hospitalisation complète,
- Une hausse des tarifs des GHS de + 6,9 % au 1^{er} mars 2023 qui ne permet pas de couvrir :
 - Les effets réels de l'inflation (+ 8%),
 - Les coûts réellement constatés sur l'évolution de la masse salariale (augmentation de la valeur du point, du SMIC, SEGUR et mesures catégorielles, surcoûts sur les personnels de remplacement, etc.).

Il est à noter que l'année 2023 est en fait une année de transition marquée par les impacts budgétaires post COVID.

La dynamique d'activité constatée au Groupe Hospitalier Saint Vincent principalement depuis le dernier trimestre de l'année 2023 et qui se poursuit sur les premiers mois de l'année 2024, doit nous permettre, avec la mise en œuvre du plan de transformation, de conduire à une inversion de la trajectoire budgétaire afin de retrouver un équilibre d'exploitation et les marges de manœuvre nécessaires pour poursuivre les programmes d'investissements nécessaires pour accompagner le développement d'activité du Groupe Hospitalier Saint Vincent.

Le secteur Personnes Âgées, quant à lui, présente pour la deuxième année un déficit important de - 812 k€ au même niveau qu'en 2022 (- 813 k€), qui s'explique par les éléments suivants :

- Des tarifs hébergement qui ne compensent pas l'évolution des charges, notamment en Moselle et dans la CEA,
- Le financement à hauteur de 20 % seulement de la prime Grand-Âge (Il manque plus de 400 k€),
- Le surcoût lié au recours à l'intérim dû à un fort absentéisme du personnel et aux difficultés de recrutement,
- Le coût de l'inflation sur l'énergie, les denrées alimentaires, les travaux.

La solution à envisager est aussi du ressort de décisions politiques nationales qui tardent à venir. Dans cette tourmente, les établissements poursuivent leur évolution au regard de la feuille de route pour les EHPADs ayant pour objectif de renforcer leur médicalisation pour « faire face au défi de la grande dépendance ».

Les résultats comptables du secteur Enfance restent globalement excédentaires en 2023 (+ 288 k€), mais se dégradent par rapport aux années précédentes (784 k€ en 2023), et ils sont très contrastés selon les établissements ; les trois établissements du CPOM du département de la Moselle qui accompagnent des enfants relevant de la protection de l'enfance présentent un déficit comptable de - 351 k€, qui s'explique par un taux directeur inférieur à 2 % depuis 2014.

Enfin, le secteur Solidarité présente un excédent comptable de 339 k€, qui s'explique essentiellement par la montée en charge progressive en 2023 des nouveaux services pour lesquels nous avons obtenu des financements en année pleine (Equipe mobile et accueil de jour lits halte soins santé).



Règles et méthodes comptables

Désignation de l'association : FONDATION VINCENT DE PAUL

Les comptes annuels ont les caractéristiques suivantes :

- TOTAL BILAN : 174 759 716 euros
- RESULTAT : - 8 084 660 euros.

L'exercice a une durée de 12 mois, recouvrant la période du 01/01/2023 au 31/12/2023.

Les notes ou tableaux ci-après font partie intégrante des comptes annuels.

Ces comptes annuels ont été arrêtés par le Conseil d'Administration de la Fondation.

Règles générales

1. Principes Généraux

Les comptes annuels ont été élaborés et sont présentés conformément aux principes définis par le règlement ANC 2018-06 relatif aux modalités d'établissement des comptes annuels des associations et des fondations, énoncés par l'Autorité des Normes Comptables, à défaut de disposition spécifique, il est fait application du règlement ANC 2014-03, conformément à l'article 111-2 du règlement ANC 2018-06 ;

Les conventions générales comptables ont été appliquées, dans le respect du principe de prudence, conformément aux hypothèses de base :

- continuité de l'exploitation,
- permanence des méthodes comptables d'un exercice à l'autre,
- indépendance des exercices,

Et conformément aux règles générales d'établissement et de présentation des comptes annuels.

L'évaluation des éléments de l'actif a été pratiquée par référence à la méthode des coûts historiques.

Seules sont exprimées les informations significatives. Sauf mention contraire, les montants sont exprimés en Euro.



Règles et méthodes comptables

2. Dérogations

Il a été fait application du règlement ANC 2019-04 en ce qui concerne les provisions réglementées destinées à renforcer la convergence du besoin en fonds de roulement (article R.314-81 du Code de l'Action Social et des Familles).

Le compte PROVISIONS REGLEMENTEES DESTINEES A RENFORCER LA CONVERGENCE DU BESOIN EN FONDS DE ROULEMENT est alimenté par une dotation aux provisions autorisée par l'autorité de tarification. Cette provision peut être reprise et le résultat correspondant peut être affecté en excédents affectés à l'investissement si ce besoin en fonds de roulement est suffisamment couvert.



Règles et méthodes comptables

Immobilisations corporelles et incorporelles

Les immobilisations corporelles et incorporelles sont évaluées à leur coût d'acquisition pour les actifs acquis à titre onéreux, à leur coût de production pour les actifs produits par l'entreprise, à leur valeur vénale pour les actifs acquis à titre gratuit et par voie d'échange.

Le coût d'une immobilisation est constitué de son prix d'achat, y compris les droits de douane et taxes non récupérables, après déduction des remises, rabais commerciaux et escomptes de règlement de tous les coûts directement attribuables engagés pour mettre l'actif en place et en état de fonctionner selon l'utilisation prévue.

Tous les coûts qui ne font pas partie du prix d'acquisition de l'immobilisation et qui ne peuvent pas être rattachés directement aux coûts rendus nécessaires pour mettre l'actif en place et en état de fonctionner conformément à l'utilisation prévue, sont comptabilisés en charges.

Les amortissements pour dépréciation sont calculés suivant le mode linéaire en fonction de la durée de vie prévue.

- * Frais d'établissement : 5 ans
- * Frais de recherche et développement : 5 ans
- * Brevets, Licences, droits : 3 à 10 ans
- * Agencements des terrains : 3 à 50 ans
- * Constructions : 7 à 88 ans
- * Installations générales, agencements, aménagement : 3 à 50 ans
- * Installations techniques : 5 à 20 ans
- * Matériel et outillage industriels : 3 à 25 ans
- * Installations générales, agencements et aménagements divers : 5 à 30 ans
- * Matériel de transport : 3 à 10 ans
- * Matériel de bureau : 3 à 15 ans
- * Matériel informatique : 3 à 15 ans
- * Mobilier : 3 à 25 ans
- * Autres immobilisations corporelles : 3 à 10 ans

Informations sur les constructions sur sol d'autrui :

- valeur d'acquisition :	24 551 561 €
- amortissements pratiqués :	13 554 515 €
- valeur nette :	10 997 046 €

La durée d'amortissement retenue par simplification est la durée d'usage pour les biens non décomposables à l'origine.

Aucun indice de perte de valeur n'ayant été identifié par l'entité, aucune dépréciation n'a été constatée.

Participations, titres immobilisés, valeurs mobilières

La valeur brute est constituée par le coût d'achat hors frais accessoires. Conformément à l'avis CNC du 15 juin 2007, les frais liés à l'acquisition (droits de mutation, honoraires et frais d'actes) des titres de participation sont incorporés au prix de revient de ces titres. Lorsque la valeur d'inventaire est inférieure à la valeur brute, une provision pour dépréciation est constituée du montant de la différence.

Autres immobilisations financières

Les autres immobilisations financières sont enregistrées à leur coût d'acquisition ou à la valeur vénale (acquisition à titre gratuit par voie d'échange).

Règles et méthodes comptables

Si la valeur d'inventaire est inférieure à la valeur brute, une dépréciation est pratiquée du montant de la différence.

Les prêts "Effort construction" évoluent de la manière suivante :

- Remboursements 2023 : 15 238 €
- Nouveaux prêts 2023 : 411 746 €

Stocks

Les coûts d'acquisition des stocks comprennent le prix d'achat, les droits de douane et autres taxes, à l'exclusion des taxes ultérieurement récupérables par l'entité auprès des administrations fiscales, ainsi que les frais de transport, de manutention et autres coûts directement attribuables à l'acquisition des produits finis, des matières premières et des services. Les rabais commerciaux, remises, escomptes de règlement et autres éléments similaires sont déduits pour déterminer les coûts d'acquisition.

Les stocks sont évalués suivant la méthode du coût moyen unitaire pondéré.

Une provision pour dépréciation des stocks, égale à la différence entre la valeur brute déterminée suivant les modalités indiquées ci-dessus et le cours du jour ou la valeur de réalisation, est effectuée lorsque cette valeur brute est supérieure à l'autre terme énoncé.

Créances

Les créances sont valorisées à leur valeur nominale. Une provision pour dépréciation est pratiquée lorsque la valeur d'inventaire est inférieure à la valeur comptable.

Fonds propres

Certains fonds associatifs ne sont pas mis définitivement à disposition.

Ils sont appelés FONDS PROPRES AVEC DROIT DE REPRISE (apports, libéralités ou subventions sous réserve d'une clause formelle de reprise).

Les conditions et les modalités de reprise du bien peuvent être en l'état ou en valeur à neuf. La reprise peut intervenir, soit à la fin du contrat d'apport, soit à la dissolution.

En fonction des modalités de reprise, l'organisme enregistre les charges et provisions lui permettant de remplir ses obligations par rapport à l'apporteur.

Si le bien apporté avec droit de reprise ne doit pas être renouvelé par l'association, la contrepartie de la valeur d'apport inscrite en fonds associatifs avec droit de reprise est diminuée pour un montant égal à celui des amortissements par le crédit du compte 75 AUTRES PRODUITS DE GESTION COURANTE.

Résultats

Les résultats, tant ceux de l'exercice que ceux antérieurs, non encore affectés et figurant en report à nouveau, relèvent de deux catégories, soit :

- les résultats définitivement acquis ;
- les résultats pouvant être repris par un tiers financeur.

Les éléments financiers sont détaillés dans le tableau récapitulatif des Fonds propres.



Règles et méthodes comptables

Subventions d'investissement

Il s'agit de subventions affectées à des investissements dont la charge de renouvellement n'incombe pas à l'association.

Les subventions sont reprises au compte de résultat au rythme de l'amortissement des biens financés avec lesdites subventions.

Les subventions d'investissement de l'exercice présentent les caractéristiques suivantes :

- Montant obtenu : 517 263 €
- Solde global restant à virer au compte de résultat : 16 683 965 €

Provisions pour risques et charges

Les provisions pour risques et charges se décomposent comme suit :

- Provision pour départ à la retraite : 4 122 236 €

- Provision pour litiges : 309 849 €

Cette somme représente la couverture à hauteur des risques encourus sur plusieurs demandes en première instance, appel ou cassation.

- Provision pour autres risques et litiges : 665 585 €

- Provision pour grosses réparations : 382 287 €

Fonds dédiés

Les ressources attribuées au titre d'une action précise figurent dans les produits.

Le montant correspondant à la partie non utilisée à la clôture d'un exercice fait l'objet d'une affectation à un compte FONDS DEDIES par le biais d'une charge ENGAGEMENTS A REALISER SUR RESSOURCES AFFECTEES (compte 689).

Lors de leur utilisation effective, les ressources figurant sur le compte FONDS DEDIES sont reprises au compte de résultat au rythme de réalisation des engagements, par le biais d'un produit REPORT DES RESSOURCES NON UTILISEES DES EXERCICES ANTERIEURS (compte 789).

Passifs éventuels

Les passifs éventuels sont valorisés au regard de chacun des litiges pris individuellement et des chiffres connus à ce jour.

Au 31 décembre 2023, l'ensemble des litiges de la Fondation s'élève à 2 730 765 €.

Ils sont provisionnés à hauteur de 975 434 € en raison du risque potentiel estimé.



Notes sur le bilan

Actif immobilisé

Tableau des immobilisations

	au début d'exercice	Augmentation	Diminution	en fin d'exercice
- Frais d'établissement et de développement	1 068 078	69 953	0	1 138 031
- Autres postes d'immobilisations incorporelles	11 546 817	2 319 179	289	13 865 706
- Immobilisation incorporelles en cours	659 129	294 319	634 577	318 870
Immobilisations incorporelles	13 274 024	2 683 450	634 867	15 322 607
- Terrains	2 040 701	201 521	0	2 242 222
- Constructions sur sol propre	67 932 185	3 435 352	134 029	71 233 508
- Constructions sur sol d'autrui	24 505 006	46 555	0	24 551 561
- Installations générales, agencements et aménagement des constructions	31 050 922	1 145 321	20 154	32 176 089
- Installations techniques, matériel et outillage industriels	50 683 293	2 303 359	127 704	52 858 948
- Installations générales, agencements aménagements divers	4 867 339	359 133	0	5 226 472
- Matériel de transport	2 798 816	597 827	242 598	3 154 045
- Matériel de bureau et informatique, mobilier	13 689 144	1 004 396	49 322	14 644 217
- Autres immobilisations corporelles	887 844	13 657	0	901 501
- Immobilisations corporelles en cours	2 835 432	3 885 804	1 914 514	4 806 723
- Avances et acomptes	41 497	0	41 497	0
Immobilisations corporelles	201 332 179	12 992 925	2 529 819	211 795 286
- Participations	1 525 643	0	0	1 525 643
- Autres participations	319 367	0	41 067	278 300
- Autres titres immobilisés	859 437	2 902 251	0	3 761 688
- Prêts et autres immobilisations financières	6 718 401	415 086	373 444	6 760 042
Immobilisations financières	9 422 848	3 317 337	414 511	12 325 673
ACTIF IMMOBILISE	224 029 051	18 993 712	3 579 197	239 443 566



Notes sur le bilan

Amortissements des immobilisations

	Au début de l'exercice	Augmentation	Diminution	A la fin de l'exercice
- Frais d'établissement et de développement	167 064	183 205	0	350 269
- Autres postes d'immobilisations incorporelles	8 229 119	1 008 433	289	9 237 263
Immobilisations incorporelles	8 396 183	1 191 638	289	9 587 532
- Terrains	422 125	36 429	0	458 554
- Constructions sur sol propre	31 731 400	2 148 795	87 409	33 792 787
- Constructions sur sol d'autrui	12 282 891	1 271 624	0	13 554 515
- Installations générales, agencements et aménagement des constructions	21 141 388	1 313 320	17 436	22 437 272
- Installations techniques, matériel et outillage industriels	40 758 468	2 346 533	118 770	42 986 231
- Installations générales, agencements aménagements divers	2 571 439	293 441	0	2 864 880
- Matériel de transport	1 854 695	268 451	206 309	1 916 838
- Matériel de bureau et informatique, mobilier	10 768 762	817 089	47 032	11 538 819
- Autres immobilisations corporelles	25 129	240 914	0	266 043
Immobilisations corporelles	121 556 298	8 736 596	476 956	129 815 937
ACTIF IMMOBILISE	129 952 481	9 928 234	477 246	139 403 469



Notes sur le bilan

Actif circulant

Etat des créances

Le total des créances à la clôture de l'exercice s'élève à 39 860 122 euros et le classement détaillé par échéance s'établit comme suit :

	Montant brut	Echéances à moins d'un an	Echéances à plus d'un an
Créances de l'actif immobilisé :			
Créances rattachées à des participations	278 300	21 633	256 667
Prêts	4 439 170	31 572	4 407 598
Autres	2 320 875		2 320 875
Créances de l'actif circulant :			
Créances Clients et Comptes rattachés	25 096 034	25 096 034	
Autres	7 027 797	6 535 401	492 396
Charges constatées d'avance	697 947	697 947	
Total	39 860 122	32 382 586	7 477 536
Prêts accordés en cours d'exercice	411 756		
Prêts récupérés en cours d'exercice	15 238		

Produits à recevoir

	Montant
Clients factures à établir	668 352
Avoirs non encore reçus	98 212
Etat produits à recevoir	425 575
Produits à recevoir divers	2 860 119
Intérêts courus à recevoir	43 605
Produits à recevoir Personnel	- 21 975
Produits à recevoir indemnités journalières organismes sociaux	603 598
Produits à recevoir autres produits gestion courante	-
Total	4 677 487



Notes sur le bilan

Dettes

Etat des dettes

Le total des dettes à la clôture de l'exercice s'élève à 66 765 097 euros et le classement détaillé par échéance s'établit comme suit :

	Montant brut	Echéances à moins d'un an	Echéances à plus d'un an	Echéances à plus de 5 ans
Emprunts obligataires convertibles (*)				
Autres emprunts obligataires (*)				
Emprunts (*) et dettes auprès des établissements de crédit dont :				
- à 1 an au maximum à l'origine	1 354	1 354		
- à plus de 1 an à l'origine	19 135 577	2 212 102	7 050 307	9 873 168
Emprunts et dettes financières divers (*)	5 391 260	2 663 816	1 474 546	1 252 898
Dettes fournisseurs et comptes rattachés	15 974 224	15 974 224		
Dettes fiscales et sociales	25 228 068	25 228 068		
Dettes sur immobilisations et comptes rattachés	407 209	407 209		
Autres dettes (**)	516 983	516 983		
Produits constatés d'avance	110 422	110 422		
Total	66 765 097	47 114 178	8 524 853	11 126 066
(*) Emprunts souscrits en cours d'exercice	3 650 000			
(*) Emprunts remboursés sur l'exercice dont :	2 430 107			
(**) Dont envers Groupe et associés				

Charges à payer

	Montant
Fournisseurs - fact. non parvenues	2 085 047
Facture Non Parvenue - Immobilisations	16 688
Intérêts Courus	99 624
Dettes Provisions Congés Payés et Annualisation	8 903 687
Autres Charges de Personnel à Payer	1 096 913
Charges Sociales Congés Payés et Annualisation	4 655 377
Charges sociales - charges à payer	498 973
Dettes fiscales et sociales	92 000
Autres charges à payer	48 214
Total	17 496 522



Notes sur le bilan

Comptes de régularisation

Charges constatées d'avance

	Charges d'exploitation	Charges Financières	Charges Exceptionnelles
Charges constatées d'avance	697 947		
Total	697 947	-	-

Produits constatés d'avance

	Produits d'exploitation	Produits Financiers	Produits Exceptionnels
Produits constatés d'avance	110 422		
Total	110 422	-	-

Dettes garanties par des sûretés réelles

Les dettes garanties par des hypothèques s'élèvent à 3 122 292 €.

Les dettes garanties par des nantissements s'élèvent à 4 983 817 €.



Fonds propres

Variation des fonds propres	Solde à l'ouverture de l'exercice	Variations de l'exercice			Solde à la clôture de l'exercice		
		Affectation du résultat	Augmentation	Diminution ou consommation	Montant global	Dont acquis définitivement	Dont non acquis définitivement
Fonds propres sans droit de reprise	38 683 641	12 532			38 696 173	38 696 173	-
Fonds propres avec droit de reprise					-	-	-
Ecart de réévaluation	-				-	-	-
Réserves	39 568 374	1 647 862	307 026	51 812	41 471 450	41 471 450	-
<i>Dont réserves des activités sociales et médico-sociales sous gestion contrôlée</i>	26 353 790	743 051	307 026	51 812	27 352 055	27 352 055	
Report à nouveau	2 306 044	- 3 386 245	1 658 417	1 913 631	- 1 335 416	1 082 226	- 2 417 641
<i>Dont report à nouveau des activités sociales et médico-sociales sous gestion contrôlée</i>	- 535 631	- 1 633 282	1 658 417	1 907 145	- 2 417 641		- 2 417 641
Excédent ou déficit de l'exercice	- 1 725 851	1 725 851		8 084 660	- 8 084 660	- 7 075 131	- 1 009 529
<i>Dont résultat des activités sociales et médico-sociales sous gestion contrôlée</i>	- 958 335	958 335		1 061 037	1 061 037		- 1 009 529
Situation nette	78 832 207	-	1 965 444	10 050 103	70 747 548	74 174 718	- 3 427 170
Fonds propres consommables	-		-	-	-	-	-
Subventions d'investissement	17 251 179		517 263	1 084 477	16 683 965	16 683 965	-
Provisions réglementées	283 769		-	-	283 769	283 769	-
Total	96 367 156	-	2 482 707	11 134 580	87 715 282	91 142 452	- 3 427 170



Variation des subventions d'investissement

Subventions d'investissement	Solde à l'ouverture de l'exercice	Variations de l'exercice		Solde à la clôture de l'exercice
		Augmentation	Diminution	
Montant nominal				
Affectées à des biens non renouvelables	26 310 377	517 263	782 392	26 045 248
Affectées à des biens renouvelables		-	-	-
Total montant nominal	26 310 377	517 263	782 392	26 045 248
Quotes-parts virées au résultat :				
Affectées à des biens non renouvelables	9 059 198	1 084 477	782 392	9 361 283
Affectées à des biens renouvelables	-	-	-	-
Total quotes-parts virées au résultat	9 059 198	1 084 477	782 392	9 361 283
Total net	17 251 179	- 567 214	-	16 683 965



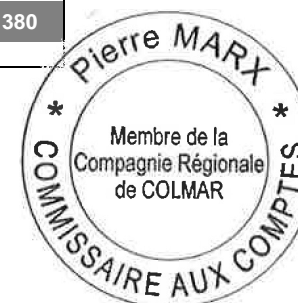
Etat des provisions

	A l'ouverture de l'exercice	Dotations	Reprises	A la clôture de l'exercice
Provisions réglementées pour renouvellement d'immobilisations	-	-	-	-
Provisions réglementées sur réserve de trésorerie	283 769	-	-	283 769
Provisions réglementées	283 769	-	-	283 769
Provisions pour litiges	254 603	216 949	161 703	309 849
Provisions pour amendes et pénalités	-	-	-	-
Autres provisions pour risques	825 285	54 000	213 699	665 585
Provisions pour grosses réparations	382 287	-	-	382 287
Provision retraite	4 091 485	212 913	182 162	4 122 236
Autres provisions pour charges	-	-	-	-
Provisions pour risques et charges	5 553 660	483 862	557 564	5 479 958
Dépréciation sur immobilisations	-	-	-	-
Dépréciation sur stock et en cours	-	-	-	-
Dépréciation sur comptes clients	666 965	250 694	183 173	734 486
Autres provisions pour dépréciation	550 821	103 310	158 923	495 208
Provisions pour dépréciation	1 217 786	354 004	342 096	1 229 693
Dépréciation des comptes financiers	5	-	-	5
Dépréciation des comptes financiers	5	-	-	5
Total	7 055 220	837 866	899 661	6 993 425



Fonds dédiés

Variation des fonds dédiés issus de	A l'ouverture de l'exercice	Reports	Utilisations		Montant global
			Montant global	Dont remboursements	A la clôture de l'exercice
Produits de la tarification	11 298 395	834 915	676 534	-	11 456 777
dont MDR Saint Gothard - Programme architectural	1 262 745		157 645		1 105 100
dont MDR Saint Gothard - Mise en place PUI	330 449		36 903		293 545
dont MDR Poincaré - Programme architectural achevé en 2018	746 571				746 571
dont Centre Mathilde Salomon - Programme architectural	1 286 316				1 286 316
dont Escale Saint Vincent - Financements de travaux / LAM	1 505 666				1 505 666
Subventions d'exploitation	37 925	30 997	18 497	-	50 426
dont MDR Bas-Château - Conférence des financeurs (Accompagnement des aidants)	16 500	22 600	7 281		31 819
Contributions financières d'autres organismes	654 341	110 111	116 825	-	647 627
dont projet mieux être des soignants dans 5 EHPAD (Fondation Hôpitaux de France)	113 352		6 804		106 548
Ressources liées à la générosité du public	2 229 057	557 340	141 847	-	2 644 551
dont legs et assurance vie perçus en 2023		419 111			419 111
dont projets d'investissement de la MDR Saint Charles	297 277				297 277
dont investissement de la MDR Bas-Château	131 929				131 929
dont investissement du secteur Solidarité	234 838		7 659		227 179
Total	14 219 718	1 533 363	953 702	-	14 799 380



Notes sur le compte de résultat

Recettes de l'activité et ressources

Répartition par secteur d'activité

Secteur d'activité	Montant en €
Sanitaire	150 697 817
Personnes âgées	55 305 996
Enfance	39 265 309
Solidarité	4 900 125
Siège et autres	7 023 816
TOTAL	257 193 063



Autres informations

Effectif

Effectif CDI en ETP au 31/12/2023 selon une structure de qualification :

	Nombre
Soignants	1 260
Médecins	129
Administratif	330
Médico technique	75
Logistique	580
Educatif et social	487
Total	2 861



Autres informations

Engagements financiers

Engagements donnés

	Montant en euros
Effets escomptés non échus	-
Avals et cautions	-
Engagements en matière de retraite	9 598 818
Engagements de crédit-bail mobilier	-
Engagements de crédit-bail immobilier	-
Autres engagements donnés	3 122 292
Total	12 721 110

Engagements reçus

	Montant en euros
Plafonds des découverts autorisés	
Avals et cautions	6 511 677
Engagements de crédit-bail mobilier	-
Autres engagements reçus	-
Legs nets à réaliser	-
Total	6 511 677



Autres informations

Engagement de retraite

L'entité a opté pour la comptabilisation des engagements de retraite, conformément à la recommandation 2003-01 CNC du 1er avril 2003, et l'information correspondante est présentée dans les engagements financiers.

Les salariés bénéficient, lors de leur départ à la retraite, du versement d'une indemnité de départ à la retraite telle que définie dans la convention collective ou le droit de travail.

Afin de financer les engagements liés à ces indemnités, une évaluation actuarielle a été mise en place.

Le montant total de l'engagement s'élève au 31 décembre 2023 à 9 599 K€. Il est couvert par une provision de 4 122 k€.

Hypothèses économiques : taux d'actualisation : 2 %

taux d'évolution des salaires :

-CC51 : 2 % pour les cadres et 1 % pour les non cadres

-CC66 : 1,5 % pour les cadres et 2,5 % pour les non cadres

Hypothèses démographiques : mortalité : table TH/TF 2000-2002

rotation : taux décroissant en fonction de l'âge de 23,4 % à 0 %

-intégration des charges sociales et fiscales correspondantes

-méthodologie :

Pour chaque salarié, une projection de son salaire et de son ancienneté est effectuée à l'âge de son départ à la retraite supposé de 67 ans. Le montant de l'engagement obtenu pour chaque salarié est pondéré d'une part de la probabilité que le salarié soit présent dans l'entreprise au moment de son départ à la retraite (mobilité indiquée dans les paramètres) et d'autre part, de la probabilité qu'il soit en vie à l'âge de départ à la retraite.

Volontariat associatif

En application de l'article 20 de la loi n°2006-586 du 23 mai 2006 relative au volontariat associatif et à l'engagement éducatif, les trois plus hauts cadres dirigeants bénévoles et salariés ont perçu une rémunération totale brute en 2023 de 496 549 €.

Contrat de commodat

Par acte notarié du 12/02/2001, la Fondation Vincent de Paul bénéficie d'un contrat de commodat dont les principales caractéristiques sont :

- locaux destinés à l'exploitation de l'établissement de la Clinique de la Toussaint dont l'entrée principale est située au 11 rue de la Toussaint à Strasbourg (comodat estimé à 343 000 € annuels) ;

- expiration du contrat le 31/12/2030 (reconductible par tacite reconduction) ;

- les réparations sont à la charge de la Fondation Vincent de Paul.



Autres informations

Prêt à usage

Par acte notarié en date du 28 octobre 2009, la Fondation Vincent de Paul a consenti à l'organisation générale des Familles un prêt à usage pour une durée de 30 ans des locaux sis à Hipsheim Saint-Ludan, conformément à l'engagement moral pris par la Fondation que le site de Saint-Ludan continue d'accueillir des activités d'intérêt général (prêt à usage estimé à 30 000 € annuels).

Obligation vis à vis d'un membre fondateur

A l'initiative de la Congrégation des Soeurs de la Charité, membre fondateur de la Fondation Vincent de Paul :

- des immeubles apportés à la création ont été inscrits au livre foncier. Cette inscription a été effectuée suite à une restriction au droit de disposer, découlant d'une interdiction d'aliéner et d'hypothéquer.

- il est reconnu une charge de soin et d'entretien en faveur des Sœurs de la Congrégation des Sœurs de la Charité.

Honoraires du commissaire aux comptes

L'annexe des comptes sociaux doit mentionner le montant total des honoraires du commissaire aux comptes figurant au compte de résultat, en séparant les honoraires facturés au titre du contrôle légal des comptes de ceux facturés au titre des conseils et prestations de services entrant dans les diligences directement liées à la mission de contrôle légal des comptes (Code de commerce L.832-11-II).

Au 31/12/2023, ce montant inscrit en compte 622 s'élève à 253 968 €.

Compte de résultat par origine et destination / compte emploi des ressources

Vous trouverez aux pages suivantes le compte de résultat par origine et destination et le compte d'emploi des ressources 2023, qui offrent un éclairage financier propre aux ressources issues de l'appel à la générosité du public et à l'utilisation qui en est faite.

Obligation vis-à-vis de locataires à titre gratuit

Il existe une obligation d'usage et d'habitation à l'égard des frères résidant à la maison de retraite Saint Joseph de Strasbourg. Les locaux concernés sont ceux du rez-de-chaussée et du 1er étage occupés par leurs soins

Contributions volontaires en nature

Faute d'avoir une information qualitative et quantitative au titre de 2023, la valorisation des contributions volontaires, notamment des bénévoles, n'a pas été effectuée.

Bail à construction

Un bail à construction a été signé dans le cadre de la construction d'un bâtiment à destination de la Résidence Accueil. La durée de ce bail est de 99 ans.



Compte de résultat par Origine et Destination (CROD)

A - PRODUIT ET CHARGES PAR ORIGINE ET DESTINATION	EXERCICE N		EXERCICE N-1	
	TOTAL	Dont générosité du public	TOTAL	Dont générosité du public
PRODUITS PAR ORIGINE				
1 -PRODUITS LIES A LA GENEROSITE DU PUBLIC	655 747	655 747	212 087	212 087
1.1 Cotisations sans contrepartie	-	-	-	-
1.2 Dons, legs et mécénat	641 272	641 272	212 087	212 087
-Dons manuels	201 012	201 012	152 587	152 587
-Legs, donations et assurances-vie	419 111	419 111	-	-
-Mécénat	21 149	21 149	59 500	59 500
1.3 Autres produits liés à la générosité du public	14 475	14 475	-	-
2 -PRODUITS NON LIES A LA GENEROSITE DU PUBLIC	47 994 521		47 447 161	
2.1 Cotisations avec contrepartie	-		-	
2.2 Parrainage des entreprises	81 247		138 221	
2.3 Contributions financières sans contrepartie	-		-	
2.4 Autres produits non liés à la générosité du public	47 913 274		47 308 940	
3 -SUBVENTIONS ET AUTRES CONCOURS PUBLICS	206 689 432		196 015 895	
4 -REPRISES SUR PROVISIONS ET DEPRECIATIONS	899 661	-	4 176 480	-
5 -UTILISATIONS DES FONDS DEDIES ANTERIEURS	953 702	108 877	730 735	21 380
TOTAL	257 193 063	764 623	248 582 358	233 467
CHARGES PAR DESTINATION				
1 -MISSIONS SOCIALES	262 894 807	276 218	247 766 555	118 711
1.1 Réalisées en France	262 894 807	276 218	247 766 555	118 711
-Sanitaire	157 971 707	137 043	150 435 267	67 169
-Personnes Agées	55 439 025	16 216	52 464 694	35 568
-Enfance	38 455 562	17 338	36 652 954	9 824
-Solidarité	4 329 276	2 140	3 785 674	-
-Siège	6 699 236	103 482	4 427 966	6 150
1.2 Réalisées à l'étranger	-	-	-	-
2 -FRAIS DE RECHERCHE DE FONDS	11 687	-	14 237	-
2.1 Frais d'appel à la générosité du public	11 687	-	14 237	-
2.2 Frais de recherche d'autres ressources	-	-	-	-
3 -FRAIS DE FONCTIONNEMENT	-	-	-	-
4 -DOTATIONS AUX PROVISIONS ET DEPRECIATIONS	837 866		914 338	15 513
5 -IMPÔT SUR LES BENEFICES	-		-	
6 -REPORTS EN FONDS DEDIES DE L'EXERCICE	1 533 363	486 564	1 613 080	95 579
TOTAL	265 277 723	762 783	250 308 210	229 802
EXCEDENT (+) ou DEFICIT (-)	- 8 084 660	+ 1 840	- 1 725 851	+ 3 665



B - CONTRIBUTIONS VOLONTAIRES EN NATURE	EXERCICE N		EXERCICE N-1	
	TOTAL	Dont générosité du public	TOTAL	Dont générosité du public
PRODUITS PAR ORIGINE				
1 -CONTRIBUTIONS VOLONTAIRES LIEES A LA GENEROSITE DU PUBLIC	4 620	4 620	17 727	17 727
Bénévolat	-	-	-	-
Prestations en nature	4 620	4 620	12 087	12 087
Dons en nature			5 640	5 640
2 -CONTRIBUTIONS VOLONTAIRES NON LIEES A LA GENEROSITE DU PUBLIC	-		-	
3 -CONCOURS PUBLICS EN NATURE	-		-	
Prestations en nature				
Dons en nature				
TOTAL	4 620	4 620	17 727	17 727
CHARGES PAR DESTINATION				
1 -CONTRIBUTIONS VOLONTAIRES AUX MISSIONS SOCIALES	4 620	4 620	17 727	17 727
Réalisées en France	4 620	4 620	17 727	17 727
Réalisées à l'étranger	-	-	-	-
2 -CONTRIBUTIONS VOLONTAIRES A LA RECHERCHE DE FONDS	-	-	-	-
3 -CONTRIBUTIONS AU FONCTIONNEMENT	-	-	-	-
TOTAL	4 620	4 620	17 727	17 727



Compte d'Emploi des Ressources (CER)

EMPLOIS PAR DESTINATION	EXERCICE N	EXERCICE N-1	RESSOURCES PAR DESTINATION	EXERCICE N	EXERCICE N-1
EMPLOIS DE L'EXERCICE			RESSOURCES DE L'EXERCICE		
1 - MISSIONS LOCALES	276 218	118 711	1 - RESSOURCES LIEES A LA GENEROSITE DU PUBLIC	655 747	212 087
1.1 Réalisées en France	276 218	118 711	1.1 Cotisations sans contrepartie	-	-
- Sanitaire	137 043	67 169	1.2 Dons, legs et mécénats	641 272	212 087
- Personnes Agées	16 216	35 568	- Dons manuels	201 012	152 587
- Enfance	17 338	9 824	- Legs, donations et assurances-vie	419 111	-
- Solidarité	2 140	-	- Mécénats	21 149	59 500
- Siège	103 482	6 150	1.3 Autres ressources liées à la générosité du public	14 475	-
1.2 Réalisées à l'étranger					
2 - FRAIS DE RECHERCHE DE FONDS	-	-			
2.1 Frais d'appel à la générosité du public	-	-			
2.2 Frais de recherche d'autres ressources	-	-			
3 - FRAIS DE FONCTIONNEMENT	-	-			
TOTAL DES EMPLOIS	276 218	118 711	TOTAL DES EMPLOIS	655 747	212 087
4 - DOTATIONS AUX PROVISIONS ET DEPRECIATIONS	-	15 513	2 - REPRISES SUR PROVISIONS ET DEPRECIATIONS	-	-
5 - REPORTS EN FONDS DEDIES DE L'EXERCICE	486 564	95 579	3 - UTILISATIONS DES FONDS DEDIES ANTERIEURS	108 877	21 380
EXCEDENT DE LA GENEROSITE DU PUBLIC DE L'EXERCICE	1 840	3 665	DEFICIT DE LA GENEROSITE DU PUBLIC DE L'EXERCICE	-	-
TOTAL	764 623	233 467	TOTAL	764 623	233 467
			RESSOURCES REPORTEES LIEES A LA GENEROSITE DU PUBLIC EN DEBUT D'EXERCICE (HORS FONDS DEDIES)	458 830	455 165
			(+) Excédent ou (-) insuffisance de la générosité du public	+ 1 840	+ 3 665
			(-) Investissements et (+) désinvestissements nets liés à la générosité du public de l'exercice	-	-
			RESSOURCES REPORTEES LIEES A LA GENEROSITE DU PUBLIC EN FIN D'EXERCICE (HORS FONDS DEDIES)	460 670	458 830



CONTRIBUTIONS VOLONTAIRES EN NATURE	EXERCICE N	EXERCICE N-1		EXERCICE N	EXERCICE N-1
EMPLOIS DE L'EXERCICE			RESSOURCES DE L'EXERCICE		
1 -CONTRIBUTIONS VOLONTAIRES AUX MISSIONS SOCIALES	4 620	17 727	1 -CONTRIBUTIONS VOLONTAIRES LIEES A LA GENEROSITE DU PUBLIC	4 620	17 727
Réalisée en France	4 620	17 727	Bénévolat	-	-
Réalisée à l'étranger	-	-	Prestations en nature	4 620	12 087
2 -CONTRIBUTIONS VOLONTAIRES A LA RECHERCHE DE FONDS	-	-	Dons en nature	-	5 640
3 -CONTRIBUTIONS VOLONTAIRES AU FONCTIONNEMENT	-	-			
TOTAL	4 620	17 727	TOTAL	4 620	17 727
			FOND DEDIES LIES A LA GENEROSITE DU PUBLIC EN DEBUT D'EXERCICE	-	-
			(-) Utilisation	-	-
			(+) Report	-	-
			FOND DEDIES LIES A LA GENEROSITE DU PUBLIC EN FIN D'EXERCICE	-	-

